



**Arrêté préfectoral n° 1178 du 9 juillet 2024**  
portant mise en demeure à l'encontre de la société EUROVIA Centre  
Loire  
exploitant une installation de stockage de déchets inertes  
et une station de transit de produits minéraux aux lieux-dits « Les Chaumes »  
et « Le Triangle » sur le territoire de la commune de Marmagne (18500),  
installation classée pour la protection de l'environnement

Le préfet du Cher,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2022 du Président de la République portant nomination de M. Maurice BARATE, préfet du Cher ;

**Vu** le décret du 2 mars 2023 du Président de la République portant nomination de M. Franck MOINARDEAU, directeur de cabinet du préfet du Cher ;

**Vu** le décret du 20 avril 2023 du Président de la République portant nomination de Mme Camille de WITASSE THÉZY, secrétaire générale de la préfecture ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales modifié du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales modifié du 12 décembre 2014 relatif aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales modifié du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

**Vu** le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2019-1416 du 19 novembre 2019 délivré à la société SAS EUROVIA CENTRE LOIRE pour l'enregistrement d'une installation de stockage de déchets inertes exploitée aux lieux-dits « Les Chaumes » et « Le Triangle » sur le territoire de la commune de Marmagne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024-0601 du 13 mai 2024 accordant délégation de signature à Mme Camille de WITASSE THÉZY, secrétaire générale de la préfecture, sous-préfète chargée de l'arrondissement de Bourges ;

**Vu** l'article 9 « Admission des déchets inertes » de l'arrêté ministériel de prescriptions générales modifié du 12 décembre 2014 susvisé ;

**Vu** l'article 6 (Section 2 : traçabilité des terres excavées et sédiments) de l'arrêté de prescriptions générales du 31 mai 2021 susvisé ;

**Vu** l'article 1.2°.II du décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments susvisé ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement suite à la visite du 8 mars 2024 transmis à l'exploitant par courrier en date du 2 mai 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier en date du 27 mai 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais réglementaires impartis au titre de la procédure contradictoire ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 8 mars 2024 l'inspection des installations classées a constaté que le registre de terres excavées et sédiments est incomplet et que l'exploitant n'assure pas le suivi ni la traçabilité des déchets accueillis sur le Registre National des Terres Excavées et Sédiments (RNDTS) ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de :

- l'article 9 « Admission des déchets inertes » de l'arrêté ministériel de prescriptions générales modifié du 12 décembre 2014 ;
- l'article 6 (Section 2 : traçabilité des terres excavées et sédiments) de l'arrêté de prescriptions générales du 31 mai 2021 ;
- l'article 1.2°.II du décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société EUROVIA Centre Loire de respecter les prescriptions des articles susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture

## **ARRÊTE**

**Article 1** – La société EUROVIA Centre Loire exploitant une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) et une station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes sur le territoire de la commune de Marmagne (18500) aux lieux-dits « Les Chaumes » et « Le Triangle » est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants :

- article 9 « Admission des déchets inertes » de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 modifié (relatif aux conditions d'admission des déchets inertes [...] dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées) en complétant le registre d'admission des déchets inertes,
- article 6 (Section 2 : traçabilité des terres excavées et sédiments) de l'arrêté de prescriptions générales du 31 mai 2021 en complétant le registre des terres excavées et sédiment entrant sur le site,
- article 1.2°.II du décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments en assurant le suivi et la traçabilité des déchets accueillis sur le site en renseignant le Registre National des Terres Excavées et Sédiments (RNDTS),

**dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex1 :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**Article 4** – Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5** – La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EUROVIA Centre Loire et dont une copie sera adressée au maire de Marmagne.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de cabinet,

  
Franck MOINARDEAU

